La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE EN ÉCONOMIE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

ÉDITORIAL

En pleine utopie…!

Constatant qu'une grande entreprise licencie alors qu'elle fait des bénéfices, on réclame d'urgence une loi qui interdise pareils licenciements au mépris des employés. Découvrant l'ampleur des fonds qui échappent au fisc avec l'aide de sociétés financières[1], et le nombre "d'affaires" où des élus sont compromis, les électeurs décident… de s'abstenir de voter à la prochaine occasion. Ces attitudes manifestent, outre l'incohérence, le refus (la peur?) d'aller au fond des choses. S'en prendre aux effets dispense d'en chercher la cause.

À l'échelle internationale, le mot d'ordre est aux dérèglementations, pour laisser aux marchés et à la finance la plus complète liberté. Au plan national, le Parlement ne cesse de pondre de nouvelles lois, il y en a pléthore mais elles ne sont pas appliquées, il faudrait un flic derrière chaque individu et un gendarme derrière chaque flic ! Comment peut-on, dans ces conditions, imaginer que de nouvelles lois vont pouvoir limiter les abus, combler les inégalités, corriger les absurdités, éviter les dangers du productivisme et supprimer les injustices ?

Il faut remettre en question l'idéologie qui en est la cause parfaitement logique

Ce qui amènerait à réfléchir sur la façon dont l'activité économique est orientée : son organisation est laissée au marché, qui l'oriente par l'attrait du gain, sous quelque forme que ce soit. C'est simple, efficace au point de vue quantitatif, et très stimulant. Mais il faut voir que cette recherche de gain sert d'intermédiaire, puis s'impose, et finalement dévie toute autre motivation.

L'intermédiaire a pris tant d'importance qu'il en arrive à masquer, sans discussion, la raison d'être de toute entreprise. On ne s'aperçoit des conséquences qu'après. Un éleveur n'a plus pour objectif des animaux sains; si son concurrent fait baisser les cours en engraissant beaucoup de vaches aux farines animales, il est "obligé" de se mettre aux farines meilleur marché: il "faut" qu'il soit compétitif. Ses scrupules, ses motivations, ses sentiments, son goût du métier bien fait, il doit mettre tout cela de côté pour "éviter la faillite". En tout cas la situation se présente pour lui sous cet aspect. Pour lui comme pour tout autre entrepreneur.

L'utopie est de croire qu'on va pouvoir le raisonner, le forcer par des lois, encore des lois, et puis des contrôles (irréalisables), à chercher la qualité aux dépens de son revenu; ou bien qu'on va pouvoir maintenir son revenu en faisant appel aux bons sentiments du client pour l'amener à payer plus cher un produit dont il ne peut pas vraiment savoir s'il a été fabriqué plus proprement que celui qui lui permet d'acheter plus.

Plutôt que se lamenter sur les vices de la race humaine, blâmer son avidité ou prêcher de bons sentiments, mieux vaut prendre conscience que le système du marché exalte précisément ces défauts en donnant, de fait, l'avantage au plus égoïste et au moins scrupuleux. Et chercher à lui substituer une autre logique, supprimant cet écran du gain qui aboutit à dévoyer toute activité. C'est l'objectif de notre proposition d'une monnaie de consommation non transférable, elle permettrait que des revenus soient assurés à chacun pour qu'il puisse vivre et s'épanouir en exerçant son activité, et non plus gagnés au mépris des autres.

Une telle réflexion est bien plus constructive que celle qui entretient le culte imposé envers les bienfaits imaginaires de la loi du marché… et alimente la peur de penser.

Marie-Louise Duboin.

1. Il faut lire à ce sujet *Révélations*, de Denis Robert et Ernest Backes, (les arènes éditeur) !. Nous en reparlerons dans le prochain numéro.

SOMMAIRE

•ACTUALITÉ

1 En pleine utopie par M-L Duboin.

2 Un peu de pudeur, les patrons !

4 Au fil des jours par J-P Mon.

7 Comment va *Le Monde*, Môssieur? par J. Vandeville.

•RÉFLEXION

6 J'ai la haine par P-L Thévenard.

12 Les chemins de l'émancipation, par R. Girard.

13 Mise en perspective, par R. Poquet.

•LECTURES

9 *Le libéralisme totalitaire*, de J. Langlois, analysé par J-C Pichot.

10 *Les lobbies contre la santé*, de R.Lenglet et B.Topuz, analysé par C Eckert.

UN RÉSUMÉ SUCCINCT DE NOS THÈSES, EN QUATRE PAGES, FIGURAIT DANS LE N°993.

N° 1012
juillet 2001

Un peu de pudeur, Messieurs les Patrons !

Trop, c'est trop ! Les patrons n'arrêtent pas de geindre malgré les avantages que le gouvernement n'arrête pas de leur accorder : les charges sociales pour les salariés peu qualifiés ? on les abaisse; les emplois jeunes ? on les finance ; la réduction de la durée du travail ? on la prend à notre charge ; l'écotaxe ? on la supprime ; …Cette liste n'est pas exhaustive mais cela ne leur suffit pas. Il leur faut toujours plus !

C'est ainsi que lors du colloque organisé le 16 mai par des associations d'anciens élèves de l'ENA, de Polytechnique et de HEC sur le thème *"Acteurs publics et entreprises dans la concurrence mondiale"*, les chefs d'entreprise se sont pris à rêver : Ah, si la France pouvait enfin avoir son Silvio Berlusconi comme premier ministre, comme la vie serait belle pour l'entreprise ! Comme on les comprendrait et combien la France changerait… !

Selon les patrons du privé, l'État français, déconnecté de la sphère économique du fait du parcours des fonctionnaires[1] et des homrnes politiques, est plus souvent perçu par les chefs d'entreprise comme un élément de blocage que comme un soutien. C'est, bien sûr, une opinion très nettement partagée par les entreprises étrangères installées en France : *«La France n'a pas la culture du succès. Elle n'aime pas les entreprises. Et encore moins les entrepreneurs»*, a lancé Claude Charbonnier, directeur général du groupe *Repère*. Ils accusent *«une administration publique toute-puissante et incompétente qui s'ingénie à les paralyser»*.

Qui plus est, les débats qui ont suivi les licenciements chez Danone et Mark & Spencer n'avaient rien pour les rassurer. Mal-aimés, incompris, les patrons étrangers envisageaient donc de partir.

Heureusement, leur grand ami était là : Laurent Fabius, venu clôturer le colloque, s'est efforcé de relativiser ces risques de délocalisations en rappelant que, grâce à ses atouts, la France est redevenue, en 2000, la quatrième destination des investissements internationaux. Avec l'euro, on va pouvoir comparer plus facilement les différents États européens et juger de l'attractivité réelle de la France. Le ministre de l'économie et des finances leur a présenté quelques nouvelles mesures qu'il prévoit dans le projet de loi des finances pour 2002. En vrac : le soutien à la compétitivité et à l'innovation, la création d'un régime fiscal particulier pour les *"impatriés"*, ces chercheurs et cadres de haut niveau s'installant en France ; des mesures incitatives pour les *"jeunes pousses"* de la haute technologie. Entre temps, le ministère des finances va créer une agence des PME (ADPME), qui regroupera les services concernés de la Caisse des dépôts et consignations, de la Banque de développement des PME et de l'Agence pour la création d'entreprise.

Peine perdue, pour nombre de patrons qui assistaient au colloque, c'est l'Europe qui les sauvera. Car elle permettra aux gouvernements de justifier des réformes *«qu'ils savent nécessaires»*. Et pour finir en beauté ce plaidoyer pour la mondialisation capitaliste *«Ces réformes ne pourront venir de l'intérieur tant que les patrons ne siégeront pas au Parlement, tant que les élus n'auront pas la force d'imposer une conception moderne de l'économie à l'administration et de faire comprendre à l'opinion française que, pour continuer à exporter le quart de sa production, la France ne peut pas se replier dans son pré carré[2]»*.

Pour vous convaincre des difficultés qu'éprouvent ces pauvres chefs d'entreprise, j'ai reproduit ci-contre (page suivante) les résultats des vingt premiers groupes industriels et de services français. Vous voyez qu'ils ne sont pas trop à plaindre…

Et si, par hasard, vous aviez quelques inquiétudes pour les groupes bancaires et l'assurance, le titre de première page de *La Tribune* du 15 mars dernier devrait vous rassurer :

"Profits historiques en 2000 pour la finance française".

Pour préciser un peu les choses, voici les bénéfices des premières banques françaises :

BANQUES	RÉSULTAT NET (en millions de F)	ÉVOLUTION/1999 (en %)
BNP-Parisbas	17,01	60,5
Soc. Générale	10,72	28,0
Crédit agricole	9,17	22,0
Crédit Lyonnais	3,62	129,0
DEXIA	3,37	19,0
CCF	1,94	30,0
CIC	1,31	147,0

Dans ce second tableau ne figurent pas les résultats des grands groupes bancaires comme AXA, qui a dégagé l'an dernier un profit de 21,7 milliards de francs, en hausse de 93,2% sur 1999. Un record, dù notamment aux ventes de produits d'épargne-retraite ! Ne vous étonnez donc pas si l'on continue à vous faire peur sur l'avenir des retraites par répartition (voir GR N° 989), le juteux marché de la retraite par capitalisation, c'est l'avenir pour les assurances. Il semble que leurs activités "normales" d'assurances, de placements, de prêts, … ne soient pas suffisantes pour assurer des bénéfices à la

1. Vous aurez remarqué que ce colloque était organisé par une association regroupant de nombreux polytechniciens et énarques dont la mission fondamentale et la formation qu'ils ont reçue est justement de servir l'État…

2. Conclusion de l'étude faite à l'occasion de ce colloque par le cabinet Ernst & Young.

3. Eric Lesser, *Le Monde*, 15 juin 2001.

mesure de l'appétit des groupes financiers et autres, puisqu'on s'aperçoit qu'elles sont de plus en plus compromises dans des affaires de blanchiment d'argent.

La Tribune — 15 mars 2001

Axa a enregistré un profit record pour l'année 2000

Le Monde 15 juin 2001

Le fondateur d'AXA, Claude Bébéar, mis en examen pour blanchiment aggravé

Une industrie planétaire

«Le blanchiment d'argent est devenu une industrie financière à part entière. Elle brasse des milliards de dollars et fait vivre des dizaines de paradis fiscaux et des centaines d'établissements "spécialistes" dans le recyclage de l'argent sale[3]*.»* Un rapport publié en 2000 par le département d'État américain précise :*«Les criminels gagnent aujourd'hui haut la main la course contre les organismes de contrôle en trouvant de nouvelles méthodes de blanchiment toujours plus sophistiquées»*. Mais comme le gouvernement conservateur de G.W Bush s'oppose à toute velléité de réglementation, les trafiquants ont encore de beaux jours devant eux. Sur tous les continents, les réseaux de blanchiment recyclent l'argent de la drogue, du trafic d'armes, de la prostitution et plus généralement de ce qu'on pourrait appeler la criminalité financière (détournements de fonds, corruption, fraude fiscale …). Avec ses "paradis fiscaux" (Suisse, Luxembourg, Liechtenstein, iles Anglo-Normandes, Autriche, Monaco, Andorre), l'Europe est en pointe dans le domaine du blanchiment. La masse des fonds à blanchir dans le monde est estimée à plus de 15.400 milliards de francs par an. Sur ce total, selon John Walker, spécialiste de la lutte contre l'argent sale, 616 milliards de francs passeraient par des banques et des compagnies d'assurances luxembourgeoises.

Les sources du mal

C'est d'abord la brèche ouverte dans le monde par la libéralisation des mouvements de capitaux, le développement des marchés financiers, la multiplication des moyens permettant de soustraire des capitaux au fisc à travers les paradis fiscaux et les sociétés écrans.

Et c'est surtout l'utilisation des espèces (billets de banque) qui constitue à plus de 95% l'argent collecté par les activités criminelles. (Il est symptomatique de constater que les maffias sont particulièrement efficaces dans les pays dont la majeure partie de l'économie fonctionne avec des paiements en espèces, comme la Russie). Que peut-on penser dans ces conditions de la volonté de contrôle du blanchiment par la BCE qui va émettre des billets de 500 euros ? Bah ! les valises seront plus légères… Il faut dire qu'en fait, les valises sont réservées aux petits bricoleurs, les poids lourds utilisent plus volontiers les intermédiaires financiers non bancaires, comme les bureaux de change, de petites compagnies d'assurances, des sociétés fiduciaires et mêmes des notaires. Mais l'avenir semble être le développement des transferts électroniques d'argent via internet.

Et les patrons qu'ont-ils à voir avec tout ça ? me demanderez-vous. Certains beaucoup (voir les mises en examen de plus en plus nombreuses) et les autres, en faisant l'apologie du libéralisme à tout crin, de l'État minimum, se sont rendus complices d'un développement maffieux devenu aujourd'hui incontrôlable.

Jean-Pierre Mon.

GROUPES	CHIFFRE D'AFFAIRE (en millions de F)	ÉVOLUTION /1999 (en %)	RÉSULTAT NET (en millions de F)	ÉVOLUTION /1999 (en %)
Total-Fina-Elf	343.836	62,2	22.353	47,8
Carrefour	201.237	27,7	1.817	4,1
PSA	147.512	18,2	4.952	39,0
Renault	136.244	6,0	1.391	-70,4
France-Telecom	100.510	18,1	25.036	229,6
Alcatel	90.586	36,9	3.949	170,0
Saint-Gobain	90.583	25,8	5.726	-1,0
Casino	83.504	45,5	833	20,7
PPR	74.244	24,9	1.775	23,1
Aventis	72.746	9,0	2.210	56,7
Michelin	48.405	13,7	1.377	-28,0
Danone	47.559	5,9	2.309	3,2
L'Oréal	40.337	14,5	3.049	22,5
Lafarge	27.098	16,3	1.640	25,6
Péchiney	34.284	36,3	925	-48,9
LVMH	33.005	39,8	2.145	-9,2
Eridiana-Béghin	30.631	8,0	119	122,0
Schneider	30.034	14,2	1.869	27,2
Valéo	29.456	15,4	2.145	10,4
Air Liquide	25.062	23,6	1.941	13,8

Avis de spécialiste

À propos des entreprises citoyennes (ou, si l'on préfère, du "capitalisme compassionnel", vanté aux États-Unis par G.W. Bush), la limite est vite atteinte puisque la raison d'être de l'entreprise est de faire du profit. Comme l'a dit Georges Soros au Sommet de Davos en février dernier : *«Je ne crois pas trop à l'éthique car on ne peut demander aux entreprises de se dénaturer»*.

* * *

Démagogie sportive

15 personnes, dont 3 assureurs et un banquier, ont été mises en examen pour *«blanchiment d'argent en bande organisée»*, les 26 et 27 avril dernier, par la juge parisienne Dominique de Talancé, qui enquête sur une filière d'évasion fiscale[1]. Selon le *Journal du Dimanche* du 29 avril, une société luxembourgeoise d'assurance-vie, PanEuroLife, aurait proposé à des centaines de commerçants français, artisans et dirigeants de PME, des placements destinés à leur permettre d'échapper au fisc.

Présidée par l'ancien président de la commission européenne, (1981-1984), le luxembourgeois Gaston Thorn, cette société PanEuroLife garantissait à ses clients la confidentialité de leurs placements. Les transactions, portant sur plusieurs centaines de millions de francs, s'effectuaient essentiellement en espèces via le compte chèques postal d'une banque française basée à la Défense, qui assurait le transit des fonds vers le Luxembourg. La direction des Postes[2], étonnée par le volume des dépôts en espèces, dont l'origine reste à déterminer, avait alerté la justice en 1997.

En complément à cette information, nous venons d'apprendre[3] que parmi les principaux inculpés figure Claude Bébéar, fondateur d'AXA et président du comité de candidature de Paris aux jeux olympiques de 2008. Ce qui en embête plus d'un… à droite comme à gauche. Certains vont même jusqu'à dire que la juge aurait, au moins, pu attendre la décision du Comité International Olympique avant de mettre Bébéar en examen pour blanchiment aggravé. Jusqu'où ira donc la démagogie ?

* * *

Rule America …

Cela semble être le but ultime de la politique de G.W. Bush et de son gouvernement. Son secrétaire d'État au Trésor, Paul O'Neill s'est prononcé contre le programme de lutte anti-pauvreté mis au point par la Banque mondiale. Selon lui, la Banque et le Fonds monétaire international doivent se cantonner au plus petit rôle possible. Bien qu'officiellement les États-Unis veuillent développer au maximum les échanges mondiaux, il n'est pas question, pour eux, que l'on tente d'en réguler les effets les plus néfastes, qu'il s'agisse des crises monétaires ou de l'environnement. En particulier, il est hors de question de rénover le mandat des institutions de Bretton Woods pour les adapter à la globalisation des échanges.

Bien pire, malgré ses déclarations péremptoires sur la lutte contre le trafic de drogue, la corruption, etc… le gouvernement américain ne veut pas entendre parler de la moindre tentative de réglementation qui pourrait être proposée par l'OCDE pour lutter contre la fraude fiscale et le blanchiment de l'argent du crime. Tant pis si les paradis fiscaux jouent un rôle-clé dans les grandes crises financières (Asie, Russie, …) consécutives à la libéralisation des échanges.

«L'administration Bush est un gouvernement du business, représentant l'industrie américaine … La motivation des nouveaux dirigeants à Washington est très simple. Ils entendent que les États-Unis puissent n'en faire qu'à leur tête»[4].

Le reste du monde n'a qu'à bien se tenir !

* * *

La guerre économique

Elle bat son plein entre les États-Unis et l'Union européenne. Dans l'agriculture, le contentieux reste entier en ce qui concerne les organismes génétiquement modifiés et la viande aux hormones : la France, comme plusieurs autres pays européens, reste attachée au moratoire mis en place en 1999, ce qui révulse les fermiers américains, fervents supporters de G.W. Bush. Dans l'industrie, la bataille s'annonce encore plus rude, notamment en ce qui concerne l'acier et l'aéronautique. Le 5 juin, le Président américain a fait ouvrir une enquête sur les importations d'acier aux États-Unis et les sidérurgistes européens craignent que les Ètats-Unis adoptent des mesures ultra-protectionnistes en faveur des fabricants d'acier américains, même si cela doit plonger le marché mondial de l'acier dans le chaos. Quant à l'aéronautique, les Américains estiment que la construction de l'Airbus géant A380 est indirectement subventionnée par les pouvoirs publics, par le biais des travaux d'élargissement des routes qui doivent être effectués dans le Sud-Ouest pour amener les pièces détachées d'Airbus de Bordeaux à Toulouse. En cas d'attaque en ce domaine, les Européens riposteraient en mettant en cause le régime fiscal très favorable appliqué aux sociétés exportatrices américaines.

Plus globalement, dans cette guerre économique ouverte, l'Organisation Mondiale du Commerce a à traiter 16 plaintes (14 émanant de l'Union européenne contre les Etats-Unis et 2 des Américains contre l'Europe).

J-P M.

1. *Le Monde*, 2 mai, 2001.

2. On peut se demander ce qui se serait passé si les dépôts avaient été effectués au guichet d'une banque ???

3. *Le Monde*, 15 juin, 2001.

4. *International Herald Tribune*, 17 mai 2001.

Laissez faire, laissez passer

Sous-titre : l'économie politique

De tous les droits que l'homme exerce
Le plus légitime au total
C'est la liberté du commerce,
La liberté du Capital.
La loi, c'est "l'offre et la demande"
Seule morale à professer
Pourvu qu'on achète et qu'on vende
Laissez faire, laissez passer !

Et que rien ne vous épouvante
Car y glissa-t-il du poison
Si le marchand triple sa vente
Il prouve net qu'il a raison
Que ce soit morphine ou moutarde
Truc chimique à manigancer
C'est l'acheteur que ça regarde
Laissez faire, laissez passer !

Les travailleurs ont des colères
Dont un savant n'est pas touché
Il faut bien couper les salaires
Pour arriver au bon marché
Par un rabais de deux sous l'heure
Des millions vont s'encaisser
Et puis croyez-vous qu'on en mesure
Laissez faire, laissez passer !

Pour le bien des corps et des âmes
Doublons les heures de travail
Venez enfants, filles et femmes,
La fabrique est un grand bercail.
Négligez marmots et ménage
Ça presse, pour vous prélasser
Vous aurez des mois de chômage.
Laissez faire, laissez passer !

L'étranger à l'article en vogue
Trouve un rapide écoulement,
N'écoutons pas ce démagogue
Qui nous prédit l'engorgement.
Il faut, bravant ces balourdises,
En fabriquant à tout casser,
L'inonder de nos marchandises
Laissez faire, laissez passer !

Par essaims, le chinois fourmille.
Ils ont des moyens bien compris
Pour s'épargner une famille
Et travailler à moitié prix.
Avis aux ouvriers de France
Dans leur sens, il faut s'exercer
Pour enfoncer la concurrence
Laissez faire, laissez passer !

Sous le Siège, dans la famine,
J'ai défendu la liberté,
Voulant, fidèle à la doctrine,
Rationner par la cherté,
Chaque jour, et sans projectile,
Par vingt mille on eut vu baisser
Le stock des bouches inutiles.
Laissez faire, laissez passer !

Qu'on accapare la denrée,
Qu'on brûle greniers, magasins,
Que pour régler des droits d'entrée
On se bombarde entre voisins,
Que le faible soit la victime
Bonne à tromper, piller, sucer,
L'économie a pour maxime :
Laissez faire, laissez passer !

Eugène Pottier, 29 juillet 1880.

Poème adressé à ses amis de la Commune alors qu'il était réfugié en Amérique

«J'ai la haine»

Il y a quelques jours, en vacances à Frontignan, j'ai voulu passer un coup de téléphone urgent, je me suis donc précipité vers le bureau de Poste, sachant qu'à côté il y avait deux cabines. Patatras, elles n'y sont plus ! Je vais pour demander au bureau de poste si on sait où il y en a. Fermé pour cause de non remplacement de personnel parti à la retraite. Après un parcours du combattant, je découvre une cabine cachée derrière la mairie… Elle est en dérangement ! Je me vois piégé par France Télécom qui veut m'obliger à passer au portable. Et j'ai envie de donner un coup de pied dans le vitrage : j'ai 73 ans et c'est maintenant que je réalise ce qu'expriment les jeunes quand ils disent *«j'ai la haine !»* Si tu n'as pas d'argent, tu n'es rien ; et tu peux crever sous les coups d'un CRS.

*

Les anciens se souviennent du bon vieux temps ou la liberté d'uriner dans les lieux publics était garantie[1] par l'existence de pissotières municipales gratuites, que le maire devait faire entretenir s'il voulait être réélu. Maintenant, si tu n'as pas 1 franc à faire disparaître (et pour certains, un franc c'est un franc!) tu dois te débrouiller autrement…

*

Nos ancêtres ont travaillé dur pour construire des voies ferrées, des gares, des réseaux aériens et souterrains pour l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone. Souvent, ils savaient qu'ils n'en profiteraient pas de leur vivant, mais ils disaient : *«ce sera pour nos enfants… les lendemains qui chantent»*.
Aujourd'hui, sous la pression des multinationales qui se cachent derrière l'Europe, le pillage des infrastructures publiques est en bonne voie. Comme on dépossède le peuple de son droit de contrôle sur les plus-values acquises par son travail, on le dépossède de son droit de propriété sur les infrastructures publiques. Et elles ont été ou seront bradées à un prix assez bas pour que les acquéreurs privés puissent être moins chers que l'État-propriétaire. Et les médias pourront dire au peuple que le privé est mieux géré que le Public.
Bien joué ???
Le sabotage a commencé : si vous voulez que votre courrier arrive, payez un "suivi". Si vous voulez que votre colis arrive, payez un "Chronopost" ou, encore mieux, faites un envoi "en valeur déclarée". On vous propose de téléphoner à un numéro de belle couleur, et vous tombez sur un disque : «nous nous excusons de ne pouvoir donner suite à votre appel, veuillez rappeler ultérieurement». Mais vous payez cette communication. Les nouveaux managers n'ont qu'un but : faire de l'argent. De même qu'on ne remplace pas le personnel parti en retraite, on passe aux 35 heures sans embaucher (ces 35 heures pourtant faites pour créer des emplois…). Votre courrier traînera plusieurs jours, comme dans les pays sous développés et, aux heures où vous aviez l'habitude d'aller au bureau de poste, il sera fermé. Tout ça rapporte gros. Et en plus, le bon peuple sera bientôt tellement dégoûté du Service Public qu'il applaudira lorsque les vautours du Privé s'abattront sur ce qu'il en restera.

*

Pour pouvoir restaurer un service public digne de ce nom, il suffirait que l'État reprenne le droit de créer l'argent, qu'il a abandonné aux banques (qu'il remette en marche "la planche à billets"). Mais ça n'est pas dans l'air du temps. Les économistes, avec la complicité des médias, ont réussi le tour de force de faire croire que l'usage de la planche à billets provoquerait la dévaluation. C'est pourtant faux, car ce qui provoque la montée des prix, donc la dévaluation, c'est la pénurie. On l'a bien constaté à chaque fois que la production n'arrivait pas à satisfaire les besoins de la population : en Allemagne après la guerre de 14-18, en Europe après celle de 39-45 …

*

Sur les boulevards de la Ville-Lumière, chaque soir que Dieu nous donne, tout un chacun peut observer le ballet de voitures déposant des filles et même des fillettes condamnées à être violées, parfois torturées, dans des toilettes ou des souterrains, les souteneurs restant à côté pour compter le nombre de passes.
Que dit l'État ?
— On voudrait bien empêcher ça mais on n'y peut rien… Et puis pendant que les voyous exploitent ces filles, ils ne s'attaquent pas aux bijouteries, ni aux banques, dormez en paix braves gens !
Que fait l'État?
— Il envoie la brigade des mœurs percevoir une taxe sur ces filles, et une autre sur les proxénètes. Mais quand ils s'attaquent aux banques, il sait déployer tout un arsenal hypersophistiqué : disposer des caméras à infrarouge, utiliser des véhicules de planque dotés de vitrages d'observation et de grandes oreilles, des émetteurs qu'on colle aux voitures suspectes, pour enregistrer leur conversation.

*

Alors, oui, quand je pense à ces filles, dont on apprend de celles qui se sont sauvées que leurs enfants ou parents restés au pays ont été assassinés, oui, j'ai la haine !

Paul-Louis Thévenard.

1. *Remarque, au passage, de la dactylo : l'auteur de ces lignes est sûrement un homme. Pour les femmes, on n'y avait même jamais pensé…*

Comment va *Le Monde*, Môssieu ?

L'une de mes petites filles, qui va, comme on dit, sur ses treize ans, ne supporte pas deux choses : le théâtre de Fassbinder parce qu'il lui fait peur et le quotidien *Le Monde* parce qu'elle le trouve chiant. Que le lecteur me pardonne, je ne fais que reproduire son expression.

Disons, pour rester élégant, que *Le Monde* est un journal sobre, sérieux et dynamique.

Sobre par son titre aux lettres gothiques d'un noir profond – le gothique, ça pose – et par une présentation d'ensemble qui refuse obstinément toute fantaisie typographique ou toute agression de la couleur.

Sérieux parce qu'il rassemble une équipe de journalistes de talent qui ont pour mot d'ordre de résister aux grisantes dérives de l'exploitation du fait divers - quoique… diront les méchantes langues. Sérieux aussi parce qu'il a pour Président de son Conseil de surveillance un certain Alain Minc qui dénonçait il y a peu, dans les colonnes de "son" quotidien, le manque d'enthousiasme des chômeurs pour retrouver un emploi ! Difficile après cela, pour les journalistes de ce même quotidien *Le Monde* de déroger aux lois sacro-saintes de l'économie libérale…

Dynamique enfin car, dans son édition datée des 27 et 28 mai 2001, sur deux pleines pages, *Le Monde* rend compte des excellents résultats de l'exercice 2000 : une progression des ventes pour la sixième année consécutive, un chiffre d'affaires consolidé, la prise de contrôle du groupe de presse régionale *Midi Libre* et des axes de développement multipliés, une attention particulière est portée à la naissance et au développement - voire à la survie - de publications diverses : *Le Monde des Débats*, *Le Monde diplomatique*, *Monde 2*, *Transversales Science/Culture*, *Politis*, *Cahiers du Cinéma* et, en pourparlers à ce jour, *Courrier International.*

* * *

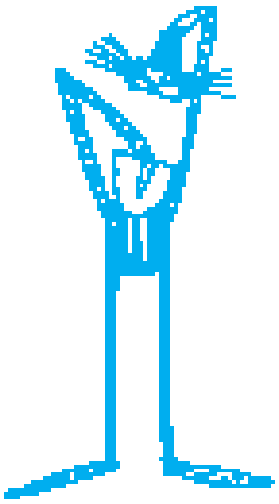
Le quotidien *Le Monde* connaît donc une santé florissante. Et, en tant que démocrates soucieux de l'existence d'une presse attentive et relativement indépendante, nous devons, très sincèrement, nous en réjouir.

D'où vient donc, depuis plusieurs mois, ce sentiment de malaise qui me prend de plus en plus souvent lorsque je feuillette les pages de ce vénérable journal ?

Faisons parler les faits :

• Le 16 mai dernier, une information importante – c'est un journaliste *"maison"* qui y fait allusion dans l'édition datée des 20 et 21 mai – information liée aux événements qui ensanglantent le Proche-Orient, cette information donc est publiée le 19 mai avec trois jours de retard ; renseignement pris, il est répondu que l'article était prêt mais qu'il attendait… faute de place. Or, entre le 27 avril et le 19 mai, l'émission télévisée *Loft story* – dont l'importance pour la formation du citoyen n'est plus à démontrer – a donné lieu dans *Le Monde* à trois "manchettes" et deux "ventres" de première page, sept ouvertures de pages intérieures, huit chroniques, deux enquêtes, deux interviews, un sondage d'opinion, des analyses, des points de vue, des lettres et plus de vingt articles d'information.

• Le mercredi 23 mai dernier, alors que les cinéphiles, comme chaque mercredi, attendaient avec impatience un regard critique sur les nouveaux films à l'affiche, stupeur : le rédactionnel n'est pas au rendez-vous ! À la place de celui-ci, devinez quoi ? Une publicité de Studio Canal (traduisez par Vivendi Universal) célébrant en pleine page sa large victoire au Festival de Cannes 2001 (plusieurs prix dont la Palme d'or). Le lendemain et le surlen- ● ● ●



demain, pas une ligne sur le cinéma. Ce n'est que trois jours après, le samedi 26, en page 27 du quotidien – la page dépotoir – qu'apparaissent pêle-mêle : une interview du cinéaste japonais Kurosawa, les résumés de quatre films anodins (dont *"Le retour de la momie"* produit par… Vivendi Universal) et un compte-rendu de one-man show théâtral. À l'évidence, le rédactionnel hebdomadaire sur le cinéma est passé à la trappe. On imagine la tête des critiques de cinéma dudit journal qui doivent commencer à se poser des questions sur leur avenir. Sauf, pour eux, à se faire embaucher par Jean-Marie Messier, Président-Directeur Général de… Vivendi Universal.

Ce même J.M.M. qui confond volontiers la quantité *(«les espaces de liberté du citoyen s'agrandissent puisqu'il y a de plus en plus de canaux de télévision»)*, avec la qualité (J.M.M. se garde bien d'évoquer le vide sidéral qui parcourt ces canaux).

Ce même J.M.M. que le teigneux Gérard Miller n'est pas parvenu à déstabiliser quelques jours auparavant dans une célèbre émission dominicale.

* * *

— Vos brefs coups de projecteur, me dira-t-on, ne sont pas bien méchants. Trois jours de retard de parution de temps à autre ne peuvent suffire à amputer la renommée d'un quotidien aussi sérieux.

— Je vous l'accorde volontiers. Sauf à penser qu'apparaît là un symptôme. Qu'est-ce qu'un symptôme? Le vénérable dictionnaire Littré nous rappelle qu'un symptôme est un indice, un présage, qui connaît, comme tout phénomène à forte charge psychologique, à la fois des causes et des conséquences.

Les causes apparaissent à l'œil nu : comme tout organe de presse soucieux de surnager, *Le Monde* ploie sous la double poussée de la médiatisation (comment ne pas évoquer abondamment les tenants et les aboutissants de la délicieuse émission télévisée Loft story ? Fait N°1) et du fric (peut-on refuser la masse financière apportée par Vivendi Universal ? Fait N°2).

— La conséquence ?

— Une nécessaire adaptation à l'air du temps pour ce quotidien qui se traduit par la création de ses fameux "suppléments" gratuits.

— À quoi sont-ils consacrés ?

— Comme l'air du temps est à la toute puissance de l'image au détriment de l'écrit, aux contradictions économiques, aux incertitudes de l'emploi, aux soubresauts de l'informatique et aux délires de la finance, on créera successivement, et à des intervalles de plus en plus rapprochés, *Le Monde télévision*, *Le Monde Economie*, *Le Monde Emploi*, *Le Monde interactif* et, last but not least, *Le Monde Argent*[1].

Vous avez bien lu, *Le Monde Argent* ! Le vénérable quotidien se met au goût du jour : il vous indique comment jouer en Bourse, quels sont les meilleurs placements à effectuer, il met en valeur les vertus de l'épargne salariale… Loin de moi la pensée que *Le Monde* file du mauvais coton. Pas du tout. Comme tout organe de presse désireux de consolider son chiffre d'affaires et d'augmenter ses ventes, le quotidien s'adapte à l'air du temps, c'est-à-dire compose avec la sacro-sainte loi du fric. C'est cela ou disparaître.

Quant à vous, lecteur, si vous ne consacrez pas l'essentiel de votre vie à penser *"économie et finance"*, c'est, paraît-il, que vous n'avez rien compris à l'évolution de nos sociétés et que vous refusez de vous couler dans le moule que vous propose, avec tant de séduction, l'économie libérale.

Quand nous ne cessons, dans ces colonnes, de dire et de redire que, d'une façon ou d'une autre, l'économie de marché gangrène la société de marché, nous gardons cependant l'espoir que des organes de presse influents résisteront à l'offensive et au triomphe du fric.

Naïfs que nous sommes ! Disposant de moyens financiers énormes, ayant réussi à imposer l'idée à la grande majorité de nos concitoyens que la valeur suprême est le fric, le rouleau compresseur de la pensée ultralibérale est en train de nous laminer, dans tous les domaines de la vie publique et privée.

Certains d'entre nous luttent pour conjurer leurs peurs, peur d'assister à la disparition des libertés individuelles, peur de voir tout un chacun réduit au statut d'unité comptable, peur d'être irréversiblement plongés dans un monde sans âme. Pouvons-nous compter sur l'énergie sans failles déployée par les divers mouvement citoyens ?

— Force est de reconnaître que ces courants contestataires posent, pour l'instant, plus de questions qu'ils n'apportent de réponses; enlisés dans un réformisme sans issue, ils risquent de s'apercevoir trop tard qu'ils mènent un combat dérisoire alors qu'il s'agit d'étudier la faisabilité de structures économiques et financières novatrices si nous voulons *«changer d'ère»*.

Qu'on se le dise : le combat contre le moloch financier – ou, si l'on préfère, contre la toute puissance du fric – ne fait que commencer.

* * *

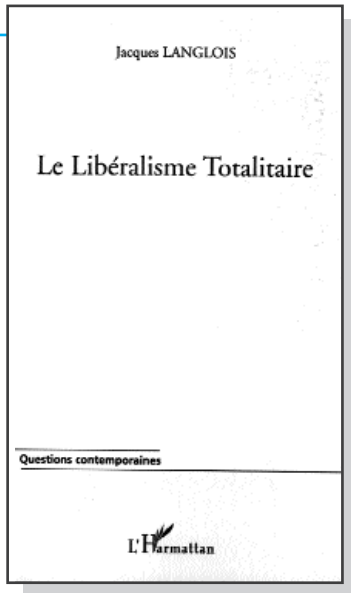
— Comment va *"Le Monde"*, Môssieu ?

— Très bien. C'est le monde qui va mal.

Jean Vandeville.

1. *Le Monde des livres* disparaîtra, à terme, avec la lecture, de même que l'étude d'une œuvre de Shakespeare vient de disparaître du Concours National du CAPES. Il est vrai que pour traduire *"Loft Story"*…

Quand un ancien cadre, qui a *«vu la mise en place de toutes les solutions libérales à l'intérieur même de ce qui est encore affiché hypocritement comme un Etablissement muni de missions de service public et œuvrant pour la collectivité nationale»* témoigne, cela donne un livre dont Jean-Claude Pichot conseille la lecture :



Du totalitarisme au libéralisme

Il ne s'agit pas seulement d'une critique pure et dure du système socio-économique dont nous ressentons et critiquons régulièrement les règles de fonctionnement aux conséquences souvent dramatiques. L'auteur fait en effet débuter son enquête à la fin du XVIe siècle, (avec les théoriciens du droit naturel) et la poursuit à travers le XVIIe (avec les théoriciens du contrat social : Locke, Hobbes et Rousseau qui ont vu naître le libéralisme politique) puis le XVIIIe (qui a donné naissance au libéralisme économique, notamment avec les physiocrates et l'ouvrage fondateur d'Adam Smith sur la richesse des nations) jusqu'à nos jours.

Jacques Langlois classe le libéralisme en quatre catégories : le libéralisme "économique", qui véhicule une morale hyper-individualiste d'origine protestante et réduit la société à l'économie ; le libéralisme "politique", qui ne *«sert que de cache-sexe»* au précédent, en négligeant le bien commun ; le libéralisme "communautariste", d'obédience germanique ou celtique ; et enfin celui de type "sociétaire et solidaire", ou encore "libertaire", d'émanation catholique, où les relations humaines et sociales priment les rapports aux choses.

Celui qui a le plus d'influence aujourd'hui est le premier, construit à partir du "mythe du progrès", commun à tous depuis le siècle des Lumières, et caractérisé par un fatalisme dans lequel l'ordre est le meilleur possible (?) et par une pratique d'une *«démocratie réduite à la procédure d'élection de représentants aidés par des experts et évalués par l'opinion et les sondages»*. À noter que cette situation est l'aboutissement d'une évolution à partir de valeurs chrétiennes : *«humanisme, personnalisme, charité en tant qu'amour du prochain et altérité, mutualité des échanges»*, belles vertus transformées en *«hédonisme, individualisme ostentatoire de l'avoir, matérialisme, égoïsme, refus des solidarités et des communautés»*. Nous ne pouvons naturellement pas poursuivre la citation d'extraits significatifs, il y aurait trop à retirer du livre…

* * *

J. Langlois montre que le "libéralisme" actuel et le "totalitarisme" dont le XXe siècle nous a généreusement servi quelques exemples majeurs, ont les mêmes origines. Les deux mettent en œuvre les mêmes techniques d'aliénation des hommes, des cultures et de la nature. Cette convergence provient de l'évolution du lien social jusque dans ce qu'il est convenu d'appeler la "modernité", répartie en trois types qui ont en commun l'individualisme : le modèle anglo-saxon (à base d'égoïsme primaire), le modèle français (*«individus rationnels et libres, et dont la volonté et la conscience poussent à passer contrat avec la société tout entière au nom du bien commun et de l'intérêt général»*) et le modèle allemand (*«lien social d'individualités cimenté par la suprématie de la totalité communautaire»*). Tout le monde aura reconnu dans le modèle anglo-saxon celui qui prédomine actuellement.

La modernité a donné naissance au totalitarisme comme réponse aux lacunes du libéralisme qui *«avait mis sous le boisseau les aspects passionnels et affectifs des hommes»*, en *«privilégiant les variables cognitives et la rationalité»*. *«Le libéralisme est né avec la science et la maîtrise de la nature»* ; *«le totalitarisme mettra la science au service de ses buts (notamment la préservation du pouvoir personnel des dictateurs) en transformant le scientisme en idéologie simpliste à l'usage du sens commun»*, lui permettant de mettre en œuvre un pouvoir central dominant le corps social de haut en bas.

Aujourd'hui, le libéralisme dominant et le totalitarisme ont en commun de *«réduire excessivement la société à son économie soit comme but, soit comme moyen»*.

La deuxième partie de l'ouvrage concerne «L'économisme totalitaire».

L'auteur y dénonce le capitalisme financier, *«économie et privatisation nuisible et sans précaution de la terre et de l'univers»*, *«l'installation de faux besoins consommatoires chez les individus»*, le *«monopole pratique contre la théorie»* économique, la *«libéralisation des flux financiers sans régulation voulue par les politiciens»*, l'atomisation de la société, la concurrence dévoyée, l'économie virtuelle, *«le management féodal de la peur»* (dénonciation de la "flexibilité", du monopole de l'information descendante, des relations hiérarchiques féodales, la parano des manageurs du public…

La troisième partie, consacrée à *«l'arrière-plan de significations du monde favorables au libéralo-capitalisme»*, met en lumière *«l'idéologie scientifique du* ● ● ●

1. *Le libéralisme totalitaire,* de Jacques Langlois édition L'Harmattan, collection *Questions contemporaines,* 2001.

néolibéralisme, la politique sondagière d'opinions ou la politique aujourd'hui», etc. ; la devise du libéralo-capitalisme serait, selon l'auteur, «*liberté, propriété et utilité*».

Pour sortir de ce contexte présenté comme une convergence inéluctable des différentes formes de libéralisme et des tendances totalitaires qui ont marqué notre histoire, Jacques Langlois propose de s'inspirer de l'ouvrage posthume de Proudhon intitulé *De la capacité politique des classes ouvrières*, paru en 1865 en réponse au *Manifeste des soixante* qui préconisait des candidatures ouvrières directes aux élections de 1863.

Il se demande, en conclusion, comment s'opposer au libéralisme totalitaire anglo-saxon majeur existant, celui des Etats-Unis. Il pense qu'en puisant en cas de besoin dans d'autres sources, tous les mouvements de la "*percolation*" actuelle (selon le terme du philosophe Michel Serres) où l'on retrouve les syndicats "nouveaux", Attac, ONG, et les associations de défense de tous ceux qui ont à se plaindre du système actuel, devraient y parvenir, même si leur stratégie commune n'est pas encore clairement définie.

Ce livre est dense, mais il ne doit pas rebuter parce qu'il contient, à travers l'exploration de l'histoire, un nombre relativement important de références philosophiques et économiques et qui sont présentées dans un discours à la fois logique et militant, ce qui est un exercice parfois délicat.

Jean-Claude Pichot.

L'espérance de vie humaine a considérablement augmenté au XXe siècle. L'essentiel en revient à l'amélioration de l'hygiène et des conditions de vie, car la médecine n'y a que peu contribué, 10 à 15 % selon certaines études. Ayant assisté à une conférence donnée sur les médicaments par un médecin, B. Topuz, Caroline Eckert a voulu en savoir plus. Le livre dont elle analyse ici la première partie, consacrée aux médicaments, l'a tellement édifiée qu'elle se promet d'aborder ensuite les autres (sur les produits toxiques dans l'environnement, sur l'amiante, le tabac et l'alcool).

Le fric contre la santé

Roger Lenglet est philosophe et journaliste, Bernard Topuz est médecin de santé publique. Leur ouvrage[1] est l'aboutissement de plusieurs années d'enquête. En dépit du nombre de médicaments, de laboratoires, d'organismes et de personnes nommément citées, ce livre n'a, jusqu'à ce jour, été l'objet d'aucun procès, ce qui donne une idée de l'exactitude des faits dénoncés.

Les auteurs commencent par un exemple : «*La diarrhée infantile est un trouble banal*», qui guérit en général spontanément, mais «*dans de très rares situations, cela tourne au drame*». Elle induit en effet une déshydratation qui, en France, cause chaque année le décès de dizaines de nourrissons alors qu'il suffit d'administrer des sels de réhydratation orale qui retiennent l'eau et empêchent sa fuite dans le tube digestif. Au lieu de cela, «*les médecins continuent de prescrire le plus souvent des médicaments [...] tels que le Smecta, l'Ultralevure, l'Imodium et de nombreux autres dont l'usage chez l'enfant est déconseillé par l'Organisation mondiale de la santé*». Tout cela parce que «*les sels de réhydratation n'ont pas en France le statut de médicament*» et qu'ils «*ne sont pas remboursés par la Sécurité sociale alors qu'une grande partie des antidiarrhéiques*» le sont. Le fait qu'ils ne soient pas fabriqués par des laboratoires pharmaceutiques mais par des nutritionnistes n'arrange pas les choses. Pas plus d'ailleurs que la promotion faite par les laboratoires pour leurs produits. Par le biais de la Société française de pédiatrie et celle de Santé publique, une pression sur les autorités sanitaires a été organisée afin qu'elles reconnaissent les sels de réhydratation comme un médicament. Mais sans succès jusqu'à présent.

C'est que l'intérêt financier pousse évidemment les laboratoires à médicaliser toute notre vie : «*L'enfant sort de la maternité accompagné d'une ribambelle de médicaments*». Parmi eux se trouve le fluor car il prévient les caries dentaires. Mais la limite semble être atteinte depuis que la fluorose, une intoxication au fluor qui rend les dents noires et cassantes, est apparue dans les années 1990. Cette intoxication provient d'une part de l'étroitesse de la limite entre doses préventive et toxique. D'autre part du fait qu'on croyait que la période de formation de la dent est celle où l'effet préventif du fluor est le meilleur, ce qui est faux. De plus, «*le fluor est de plus en plus présent sur nos tables sans qu'on le sache*», notamment dans certains sels de cuisine, eaux minérales et eaux du robinet. Il est donc nécessaire de dresser un bilan des apports fluorés avant chaque prescription. Mais cela n'arrange pas tout le monde. De sorte que le laboratoire Novartis a distribué aux médecins une brochure indiquant que «*la prescription médicamenteuse de fluor doit com-*

1. *Les lobbies contre la santé*, par Roger Lenglet et Bernard Topuz, Syros éditeur.

mencer dès la première année de la vie».

D'autres laboratoires préfèrent associer le fluor à des hormones de croissance ou à la vitamine D, elles aussi prescrites dès la naissance.

Autre exemple : à la naissance, le sphincter d'un bébé n'est pas tout à fait formé, ce qui explique le fait qu'il régurgite en buvant, d'où l'invention du bavoir… Mais pour le laboratoire Jansen-Cilag *«chaque manifestaion corporelle est un marché potentiel»*, alors il a mis au point le Prepulsid, un médicament anti-reflux gastrique. L'ennui est que ce médicament est un neuroleptique et qu'il *«peut provoquer des troubles cardiaques potentiellement mortels».* Les États-Unis l'ont retiré du marché, mais en France, une enquête effectuée en 1996 *«dans 106 crèches du département des Yvelines a révélé [qu']un enfant sur trois de moins de 6 mois prenait un traitement anti-reflux.»*

Si *«la France détient le record du monde de la consommation de psychotropes»* les États-Unis sont sur le point de les utiliser contre l'agressivité au volant. Récemment, une publicité pour amener à consoimmer l'Atarax est allée jusqu'à présenter le départ des enfants en classe de neige comme une situation anxiogène ! Elle a été condamnée. En Angleterre, un laboratoire a été condamné *«pour avoir dissimulé les effets nocifs de l'Halcion».* L'administration de Ritaline, un médicament inscrit sur la liste des stupéfiants en France, est une pratique devenue tout à fait habituelle aux États-Unis et au Canada.

«Plus les raisons de prescrire un produit sont nombreuses et surtout vagues, plus il est vendu», ce qui explique que les vasodilatateurs cérébraux soient très employés malgré *«la faiblesse de l'évaluation de ces médicaments».* Il suffit que *«l'image de l'irrigation sanguine du cerveau»* apparaisse comme *«une solution miracle pour remédier aux déficiences cérébrales».* Ces médicaments sont surtout prescrits aux personnes âgées, ce qui ne fait qu'aggraver leur surmédication. Plusieurs études, auprès de patients des troisième et quatrième ages ont montré que 30% d'entre eux en consomment 5, ou plus, dont plusieurs *«alourdissent inutilement les ordonnances et rendent le suivi du traitement périlleux»* car leur efficacité n'est pas prouvée.

Pourquoi ce dysfonctionnement ?

Le problème vient de ce que les laboratoires ont la maitrise des moyens d'information et qu'ils noyautent les autorités sanitaires … quand ils ne vont pas jusqu'à réécrire la médecine. On comprend pourquoi *«les résultats des recherches […] varient fortement suivant que les chercheurs sont ou non financés par l'industrie».* Par exemple, le passage de 14/9 à 13/9 des normes de la tension artérielle a créé un nouveau marché de trois millions d'hypertendus. Les médecins *«reçoivent gratuitement deux ou trois journaux médicaux par jour, en moyenne».* Cette presse est financée par l'industrie pharmaceutique et est sous son étroit contrôle. De même, le contenu des congrès est déterminé par les laboratoires qui les financent.

La manipulation de la population est assurée en invitant *«tout ce que les grands médias comptent de journalistes assurant la rubrique "santé"»* à des colloques dans des endroits de rêve. La formation continue des médecins est obligatoire depuis 1996, elle se déroule généralement en soirée, dans des restaurant avec orchestre : *«ces réunions festives [reçoivent] souvent un soutien financier important des laboratoires quand elles ne sont pas tout bonnement organisées par eux»* bien que *«des garanties doivent être prises quant à [leur] financement».*

À propos des visiteurs médicaux, une étude a montré que 74% des médecins considèrent leurs visites *«comme une source d'information importante»*, cependant, *«dans un tiers des visites observées, les indications thérapeutiques alléguées par les visiteurs ne correspondent pas aux indications officiellement validées».*

Cela explique qu'un ancien président de l'Ordre des médecins ait pu déclarer *que «le médecin n'est pas assez entraîné à distinguer ce qui relève de l'information, de la publicité ou de la formation au sens strict.»*

Les écoliers sont eux aussi devenus une cible puisque les laboratoires ont créé des programmes d'éducation dont l'aspect attractif aide à *«développer chez les enfants un réflexe de consommation là où le besoin du produit ne se fait pas sentir».*

Ils acquièrent ainsi des réflexes: *«prendre un médicament au moindre petit mal ou n'envisager l'issue d'une consultation que par la prescription de médicaments.»*

Certains laboratoires *«ne voient pas très clairement la limite entre les pratiques d'influence et la franche corruption».* L'un d'entre eux, français, a réussi à obtenir l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament sans efficacité prouvée, au prix qu'il souhaitait et avec un remboursement à 70%. Quelques années plus tard, cette situation a étonné les personnes chargées de la mise à jour de la liste des médicaments efficaces. Une enquête a alors révélé que ledit laboratoire avait fait construire une usine de production dans la circonscription du ministre en charge de la santé à l'époque des faits…

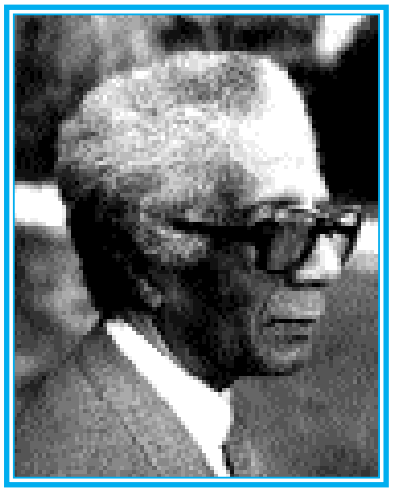
Tout ceci montre que la pléthore de médicaments est motivée par la recherche de profit bien plus que par celle de la santé publique. *«S'il est logique que les industries cherchent à vendre toujours plus leurs produits»*, le rôle des autorités sanitaires est d'y mettre bon ordre. La situation actuelle est dommageable pour tout le monde. Les médecins sont submergés par le nombre de nouveaux médicaments, la recherche tourne à vide car elle est plus attirée par le souci d'accaparer de nouvelles parts de marché que par le développement de médicaments bénéfiques et *«la santé publique n'a rien à y gagner, sinon des risques supplémentaires d'accidents médicamenteux».*

Caroline Eckert.

Nous venons d'apprendre avec beaucoup de peine qu'une nouvelle crise cardiaque a emporté le Docteur Rosan Girard, figure marquante du mouvement anticolonialiste des Antilles francophones, et qui avait honoré ces colonnes, plusieurs fois[1], de ses réflexions.
Ce révolutionnaire d'Outre-mer, comme il se définissait lui-même, après avoir fondé le Parti communiste en Guadeloupe, dont il fut longtemps député, avait rompu avec ce parti. Il était en total désaccord sur la façon dont les PC ont appliqué l'enseignement de K.Marx. Dans ses ouvrages, R.Girard montrait, en relisant Marx, que son enseignement, adapté aux données et aux possibilités d'aujourd'hui, mène à l'émancipation de l'homme dans une société postcapitaliste planétaire.
Son dernier livre, édité à compte d'auteur[2], prône et motive la rénovation révolutionnaire nécessaire des partis politiques dits communistes et socialistes. Sa conclusion, qui illustre la force et le caractère exceptionnellement humaniste et universaliste de la foi révolutionnaire de Rosan Girard, est tout à fait d'actualité et c'est le message d'espoir qu'il nous laisse en guise d'adieu :

1. Voir *GR* Numéros 919 (avril 1993), 921 (juin 1993), 930 (avril 1994), 944 (juillet 1996) et 996 (février 2000).

2. On peut le commander chez l'auteur : 8 Passage DuGuesclin, 75015 Paris. (224 pages) Prix 95 F. l'exemplaire, frais d'expédition 25 F.

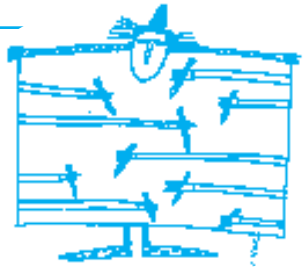


Les chemins de l'émancipation humaine

La véritable conclusion à laquelle je suis maintenant parvenu revêt la forme d'une allégorie. Voici : la profession de berger me paraît apte à susciter la vocation de poète et de prophète et je présume que parmi les bergers, il ne peut manquer de se trouver quelques individus à la fois poètes et prophètes. Lorsque vient la période de transhumance, le berger ordinaire marche avec son chien à proximité directe de son troupeau durant toute la migration. Le poète-prophète, lui, se porte bien en avant de ses moutons, laissant à son chien fidèle le soin de les garder et de les contraindre à suivre le bon chemin. Il marche si en avant de son troupeau, que c'est déjà pour lui le jour, quand pour ses moutons, c'est encore la nuit. Et que voit notre berger, poète et prophète ? Que la montagne n'est plus escarpée et aride mais qu'elle est devenue un interminable champ de blé mûr, pour une bonne part déjà moissonné. Les moissonneurs sont des hommes de tous âges, tous actifs et au travail. Ils sont de toutes races et de toutes couleurs, des jaunes, des blancs, des noirs, des métis. Il les reconnaît. Il y a là les affamés du Tiers monde, les travailleurs conscientisés, les pauvres anciens et nouveaux, les écologistes, les combattants de la paix, des hommes de foi chrétienne derrière leur croix, de nombreux musulmans avec le croissant, des protestants, des Juifs. Il les identifie parce que sur les granges où les plus actifs engrangent déjà le blé moissonné, il y a d'immenses inscriptions en lettres clignotantes *"Bloc historique des forces sociales révolutionnaires mondiales"*. Et voilà qu'au beau milieu de son mirage étourdissant, le berger poète et prophète voit que les moissonneurs ne sont, en réalité, que ses moutons, ses moutons transformés qui avaient décidé que plus jamais ils ne se contenteraient d'un peu d'herbe tendre, à consommer avant d'aller à l'abattoir. Soudain la masse de moutons-hommes, foule immense, s'arrête de moissonner et d'engranger. Au-dessus de cette impressionnante immobilité, s'élève maintenant une clameur d'une intensité indescriptible. Cette clameur, qui paraît vouloir faire voler en éclats le ciel et la terre, est insaisissable au début. Les oreilles de notre berger poète et prophète prennent le relais de ses yeux et s'efforcent de déchiffrer le message de ce volcan de décibels en éruption. Les moutons-hommes ne parlent pas, ils hurlent, ils hurlent, comme s'il s'agissait pour eux d'atteindre jusqu'aux confins de l'univers. Et au fur et à mesure qu'ils hurlent, d'autres moutons-hommes innombrables, sortant on ne sait d'où, viennent grossir leurs rangs. Et le berger prophète perçoit maintenant très distinctement ce que hurle ce rendez-vous de toute la terre : *«C'en est fini du règne de l'argent. Nous entreprenons de bâtir une nouvelle société : une communauté mondiale autogérée pacifique et fraternelle de travailleurs associés produisant, non pour le profit, mais pour la satisfaction directe des besoins de l'homme.»* Et par-dessus la multitude infinie, la clameur déchiffrable se répercute en mille échos sonores jusqu'aux derniers confins de la planète où se lève le soleil, inaugurant le Jour I de l'An I de l'Histoire.

Rosan Girard.

Dans ce quatrième et dernier article, Roland Poquet s'interroge sur les possibles relations entre les partisans du courant contestataire et ceux de l'économie distributive.



Mise en perspective

Dans la dernière partie de l'article précédent intitulé "À contre-courant" et qui faisait suite aux deux premiers "Qu'est-ce que l'argent?" nous avons souligné que se dessinait, depuis quelques années, un courant de pensée et d'action en réaction aux méfaits persistants de l'économie capitaliste et aux faiblesses rédhibitoires de la social-démocratie.

Ce courant, à large assise citoyenne, prend jour après jour une force accrue, notamment en dénonçant les dérives de l'ultra-libéralisme, mais n'est pas encore à même de trouver sa cohésion et de proposer une alternative crédible, et encore moins de définir un projet.

En tant que distributistes, nous devons éviter deux pièges :

• le premier, en effectuant un repli sur nous-mêmes et en ne participant pas, d'une manière ou d'une autre, aux initiatives et aux actions de telle ou telle composante de ce courant, en vertu du principe que ses animateurs n'agissent qu'en fonction d'objectifs étroitement limités, alors que l'opposition au capitalisme réclame l'usage de moyens autrement efficaces.

• le second, en brandissant notre schéma d'économie distributive, en vertu cette fois de la croyance que nous détenons la vérité et que seule la proclamation de celle-ci sera efficace.

Chacun d'entre nous a effectivement conscience que l'espoir de voir naître une société plus juste et plus humaine a existé de tout temps mais que l'Histoire s'est souvent chargée de mettre à mal cette perspective. Si, de siècle en siècle, le progrès matériel s'est imposé, pouvait-on s'attendre, suite aux excès de l'Inquisition et du Colonialisme (pour ne prendre que deux exemples au hasard) à voir surgir récemment Auchwitz et Sarajevo? L'économie distributive constitue certes une proposition séduisante car son application aurait l'immense mérite à la fois de supprimer la misère et le chômage mais aussi, en détruisant le pouvoir pernicieux d'une monnaie qui permet les plus folles spéculations, de calmer les excès du désir et de la cupidité et de relativiser l'importance prise par les biens matériels au détriment des valeurs de l'esprit et du coeur. Mais son avénement – si avénement il y a – constituera la conclusion heureuse d'un long processus historique parsemé d'imprévus que nous ne pouvons prévoir. *«S'attendait-on à une chute aussi brutale du Mur de Berlin ?»* m'a dit un jour René Passet.

* * *

Aussi, auprès des amis distributistes, mais aussi des animateurs de ce courant qui consentiraient à accepter ce dialogue, aurions-nous tendance à tenir le langage qui va suivre.

S'il n'est pas question d'agiter chimériquement un modèle de société "clé en mains", au moins pouvons-nous faire état d'une réflexion, que nous menons depuis plusieurs décennies, autour de trois axes fondamentaux de l'économie : l'emploi, le revenu, la monnaie, et avancer quelques questions.

L'emploi

• Oui ou non (et malgré une volonté farouche et respectable de tous les gouvernements – du nôtre en particulier – de créer à tout prix de l'emploi, et Dieu sait si l'application des 35 heures coûte cher au contribuable !) le nombre total d'heures effectivement travaillées – c'est la seule mesure qui compte ! – est-il en diminution ?

> Nombre d'heures de travail annuel d'un ouvrier :
> 5.000 il y a cent cinquante ans,
> 3.200 il y a un siècle,
> 1.900 dans les années 70,
> 1.520 actuellement.
>
> (René Passet, *Le Monde diplomatique*, juillet 1997)

• Si oui, pouvons-nous tendre vers les 32 heures (4 jours par semaine) pour continuer à accompagner la raréfaction de l'emploi, sans désorganiser l'appareil de production ?

Le revenu

• Si oui – et toujours dans l'hypothèse d'une diminution du volume de l'emploi – pourrons-nous continuer longtemps à amplifier une redistribution des revenus déjà gigantesque (allocations et revenus de tous ordres) pour venir en aide à ceux qui n'émargent plus que partiellement, ou pas du tout, à l'emploi ?

• Ne vaudrait-il pas mieux garantir, comme un droit, un revenu à chacun d'abord[1] et réclamer la remise d'un revenu minimum garanti pour tous ?

• Dans ce cas, ne serait-il pas indispensable de prolonger la réflexion relative à une rupture totale du lien entre emplois et revenus, et d'étudier quelles en seraient les conséquences sur les structures économiques et financières ?

La monnaie

• Peut-on espérer réduire les inégalités croissantes entre riches et pauvres si l'on maintient l'existence exclusive d'une monnaie circulante

1. cf. la position de Joseph Beuys, GR 1009 et GR 1010.

à échanges multiples, donc thésaurisable, capitalisable et spéculative ?

• Pense-t-on sérieusement que le lobby financier acceptera la moindre ponction sur les transactions financières (cf. taxe Tobin) et que les élus de la Communauté Européenne (car les Etats-nations n'ont plus voix au chapitre en matière monétaire) se résoudront à faire pression en ce sens ?

• La recherche de la création de monnaies alternatives a-t-elle des chances d'aboutir? Sinon, ne faut-il pas réfléchir aux possiblités de remplacement de la monnaie spéculative par une monnaie qui ne sert qu'à un seul achat, et essayer d'imaginer quelles seraient les conséquences sur l'économie de l'adoption d'une telle monnaie?

*

Si les questions que nous venons de poser sont pertinentes, faisons en sorte que les sympathisants et les acteurs de ce courant contestataire – que nous avons répertoriés dans l'article précédent de la GR 1011 - opèrent une mise en perspective qui aurait pour avantage de placer leur "résistance" sur un terrain plus solide et plus riche que celui sur lequel ils évoluent actuellement.

• S'ils s'accordent à penser que le volume des heures employées continue et continuera à se raréfier, il leur faut abandonner l'obsession du plein emploi et préparer la rupture du lien emploi/revenu en réclamant, par exemple, l'instauration d'un revenu minimum garanti pour tous les citoyens.

• S'ils s'accordent à reconnaître que leur lutte contre les méfaits et les excès de la spéculation financière n'aboutira qu'à grignoter les avoirs exorbitants des détenteurs du pouvoir monétaire, il leur faut, non pas délaisser leur action mais, parallèlement, réfléchir à l'adoption, à terme, d'une monnaie non spéculative.

*

On ne nous fera pas croire – et ce sera là notre conclusion à ces quatre articles successifs – que les structures de l'économie de marché serviront éternellement de base à nos sociétés en évolution de plus en plus rapide.

Il a fallu attendre le XVIIème siècle pour voir cette économie de marché doublée de façon significative par l'économie capitaliste, mais force nous a été de constater, dès la fin du XXe siècle les ravages de l'économie financière. D'autres transformations – dont nous ne soupçonnons ni les contours ni l'importance – sont à attendre dans les années à venir. Il serait dommage qu'à la suite de Jacques Duboin, Joseph Beuys, René Passet et André Gorz – pour ne citer que les penseurs les plus représentatifs d'un même courant – ne naissent d'autres réflexions similaires au sein de ces forces contestataires dans le but de mieux maîtriser les évolutions à venir.

Une vision politique, économique et financière globale doit voir le jour dans les meilleurs délais : les distributistes sont tout disposés à contribuer à la définition de celle-ci.

L'heure est aux mises en perspective novatrices et positives.

Roland Poquet.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

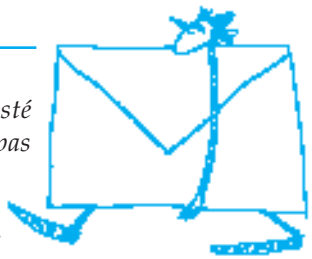
POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

M. Huard 20 – Mme Massat 370 – Cl. Notot 70 – G. Oostenbroek 70 – F. Patino 120 – R. Perrin 120 – Mme Quille 40 – R. Rio 90 – Mme Chevallay 170 – Ch. Vieille 70 – J. Mannarino 250 – E. Mons 70 – R. Mourin 70 – A. Rousseau 100 – R. Trény 300 – R. Désert 20 – Cl. Rajain 70 – Ph. Robichon 70 – Mme Lechevrel 20 – L. Lecable 170 – J. Le Cor 120 – Mlle Eckert 250 – Mme Georget 120 – D. Rousseau 70 – G. Desaimard 100 – E. Rous 130 – Mme Laurent 45.

Total 3.115 F. ***Merci à tous !***

Cette souscription, qui nous a permis jusqu'ici de maintenir le tarif du journal malgré les augmentations (dont celles, systématiques, des tarifs postaux) sert aussi à assurer le service gratuit à ceux des lecteurs qui, bien qu'intéressés, n'ont pas les moyens de payer leur abonnement au tarif normal. Qu'ils se fassent connaître !

Rappelons à nos fidèles abonnés que la date d'échéance de leur abonnement est soigneusement portée sur la bande d'envoi de leur journal, sous leur adresse, en dernière ligne, à droite. Pour ne pas les bousculer… et pour nous éviter l'envoi d'un rappel, nous continuons à leur faire le service plusieurs fois après cette échéance. Nous les remercions d'en tenir compte, soit pour nous régler à temps, soit pour nous prévenir s'ils ne souhaitent plus recevoir le journal.



Je ne trouve pas toujours le temps de lire tous les articles de la revue, mais tous ceux que je lis sont nourrissants ou stimulants… pour qui s'interroge sur le devenir du monde et souhaite ne pas mourir complètement idiot. Et même contribuer, si peu que ce soit, à enrayer la course suicidaire et ouvrir la perspective.

De ce point de vue, bravo pour la série des quatre articles de J-C. Pichot (p/o B. Lebot) sur l'effet de serre. Il a su tenir, comme on le doit, les deux bouts de la chaîne : analyse du phénomène dans sa dimension planétaire (rapports de l'IPEC, protocole de Kyoto, politiques de l'énergie…) et évocation concrète, dans le dernier article, des micro-responsabilités, bien réelles, de tout un chacun dans son comportement de tous les jours. Le «penser globalement, agir localement» cher aux écologistes n'est pas un slogan creux: être citoyen du monde, c'est aussi… prendre le temps de s'interroger avant de sortir la voiture du garage ! Bref, ce serait dommage de ne plus vous lire et vous faire lire : je vous reprends donc avec plaisir un abonnement de propagande parce que je ne suis pas publiphobe… quand il s'agit du commerce des idées. Et je vous encourage à continuer de creuser votre sillon, sans dogmatisme.

Une suggestion de chantier à ouvrir peut-être : prolonger en termes distributifs l'analyse très décapante que fait Serge Latouche, dans le «Diplo» de ce mois, du mot et du concept de développement. Même si dans son élan, il jette peut-être le bébé avec l'eau du bain en condamnant toute possibilité de concevoir un autre développement, durable, alternatif. L'anathème étant jeté sur le mot dans ses usages actuels, il préfère parler alors d'après développement…

Ce serait peut-être l'occasion d'interroger la capacité de la pensée distributive à s'adresser à des sociétés non ou peu industrialisées, à qui on peut souhaiter un autre destin que celui de nous rattraper… comme le voudrait l'idéologie nombriliste dominante, qui mesure (et réduit) l'Histoire humaine à l'aune de ses propres valeurs et de ses appétits marchands.

J.B., Vaunaveys.

* * *

La lecture de la Grande Relève me met un peu de baume au coeur parce que j'ai remarqué que nos hommes (et femmes) politiques sont tous atteints d'ataxie mentale ; l'anomie de la pensée politique leur permet d'émailler leurs discours d'apophtegmes d'où leur ataraxie ne leur permet pas de voir les apories qu'ils nous servent. Jusqu'à quand comptent-ils nous raconter des histoires à dormir debout? Quand vont-ils accepter les constatations de jeunes économistes que personne ne veut entendre ?

L.L., Chatenoy

* * *

Surtout ne suspendez rien ! Il me manquerait mon bol d'air frais mensuel… Un peu partout dans le monde, nos idées progressent et même si cela ne va pas très vite. Le Mur de l'argent montrant de nombreuses fissures, elles seront là, nos idées, lors de son écroulement…

R.M., Cantenay Epinard.

* * *

Après avoir lu l'article de Serge Latouche sur les mirages de l'occidentalisation, paru dans le N° de mai du Monde Diplomatique, *j'ai eu l'idée de réagir par le petit placard ci-dessous que j'ai appliqué sur la vitre de ma voiture. Peut-être une idée à saisir en adaptant le texte…*

LA MONDIALISATION DU FRIC
DES INÉGALITÉS CRIANTES

- Les 3 personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au PIB total des 48 pays les plus pauvres.
- Le patrimoine des 15 individus les plus fortunés dépasse le PIB de toute l'Afrique subtropicale.
- Les avoirs des 84 personnes les plus riches surpassent le PIB de la Chine qui a 1,2 milliard d'habitants.

MAIS AUSSI UNE MENACE
SUR L'ESPÈCE HUMAINE

- La guerre économique et l'effacement des états derrière le marché,
- Le pillage de la nature,
- Le respect de la personne humaine bafoué par les puissances d'argent.

Beau résultat dû

— à la cupidité des puissants
— à la démission des politiques

Y.G., Vernaison.

* * *

Quoique convaincu par l'apport théorique de Jacques Duboin et le travail de ses successeurs, je crois que cela restera sur le plan pratique une utopie tant que la plus grande partie des masses plus ou moins "labori-euses", comme le disait un homme resté célèbre, n'aura pas subi un électro-choc de première grandeur : crise économique majeure mettant à bas toute l'infrastructure économique et empêchant un redémarrage en raison de la complexité technique et mondiale de cette infrastructure ; mais cela pourrait être aussi une catastrophe naturelle majeure, ou une série de catastrophes nucléaires ou encore quelque chose de totalement inattendu jetant la panique et le trouble dans toutes les populations. Je vous fais remarquer que c'est par ce genre de phénomène (une guerre si je m'en souviens bien) que Marie-Louise Duboin fait débuter son livre "Les Affranchis de l'an 2000". C'est par lassitude et lâcheté que j'arrête de me battre contre les moulins. Je consacrerai le peu de temps qu'il me reste à vivre à essayer de comprendre et peut-être de répondre à la question "Qu'est-ce que l'homme ?" J'espère de tout mon cœur que l'avenir finira par vous donner raison.

J.M., Deuil-la-Barre.

* * *

C'est avec beaucoup d'émotion que j'apprends la disparition de notre Ami André Prime. C'est incontestablement une grande perte pour la GR, ses articles étaient toujours très intéressants et très documentés. La lettre de sa fille Nicole est particulièrement émouvante. L'encadré de Philippe m'a touché et …rajeuni, car il évoque J.Guggenheim qui, il y a déjà fort longtemps, (je me passionne pour l'Economie distributive depuis 55 ans), était venu à Orléans sur ma sollicitation, donner une conférence devant une salle intéressée, malgré d'inévitables petits sourires d'ironie et de septicisme devant notre "Utopie", mais pour autant n'avait pas amené de nouveaux membres à notre petit groupe… Même au sein de ma famille. Je fais partie des «militants convaincus par Jacques Duboin qui n'ont pas été capables d'amener leurs propres enfants à prendre leur relève».

Je vous confirme mon admiration (le mot n'est pas trop fort) pour tout ce que vous faites pour prôner nos idées, qui aboutiront inconstestablement, mais que nous ne connaîtrons pas… Le veau d'or est toujours debout et il sera très difficile de l'abattre !

A.D., Orléans.

L'économie distributive, proposée par J.Duboin, est la conséquence logique des progrès de la science : il s'agit de mettre fin au paradoxe de l'homme inventant une machine pour travailler à sa place… mais qui ne travaille pas pour lui !

EN RÉSUMÉ :

Tout ce qui est utile, matériellement et écologiquement possible, l'est financièrement.
Tous les citoyens reçoivent un pouvoir d'achat dont la masse totale correspond aux biens et services disponibles.
Ce *"revenu social"* est versé en *"monnaie de consommation"* et permet au consommateur de choisir ses achats.
Cette réforme fiscale rend inutile tout impôt.

La production n'est pas dirigée, mais les efforts sont orchestrés en vue d'obtenir le plus grand rendement possible avec le minimum de peine.
Le travail humain nécessaire pour assurer tant les services publics que la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'équipement, son extention et ses perfectionnements) revêt la forme d'un *"service social"* accompli par roulement.

Ce système économique ne fait disparaître aucun de nos droits politiques, mais il les compléte de droits économiques sans lesquels ils n'ont pas de sens, car
pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre

SUGGESTIONS DE LECTURES

- **KOU, L'AHURI** ou **LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE**.
  Un livre plein d'humour, écrit par Jacques Duboin en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène par C. Delmotte au théâtre belge en 1996 (prix 65 F, franco).
- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**.
  Écrit par Marie-Louise Duboin sous la forme d'un roman pour montrer ce qu'apporte l'économie proposée et pour en expliquer les mécanismes à l'aide d'exemples, (110 F, franco).
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**.
  Texte d'une conférence rédigé par André Prime (25 F, franco).
- **ET SI ON CHANGEAIT ?**
  Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie (25 F franco).

- quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple
N°972 LA FIN DE QUEL TRAVAIL ?
N°984 MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?
N°989 RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION,
N°992 L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).

on peut les commander au journal, BP 108, 78115 Le Vésinet cédex.

TARIF DES ABONNEMENTS

France (un an, 11 numéros)	130 FF	ou	20 € uro
Abonnement d'essai, six mois	70 FF	ou	10,67 €
Abonnement de soutien (deux exemplaires)	200 FF	ou	30,49 €
Abonnements de propagande (cinq exemplaires)	250 FF	ou	38,12 €
(dix exemplaires)	350 FF	ou	53,36 €
Europe, un an	175 FF	ou	26,68 €
par avion, nous consulter			

RÈGLEMENTS :
à l'ordre de **La Grande Relève**
par CCP **N° 13 402 39 M Paris**
ou par mandat ou chèque bancaire
BP 108
78115 LE VÉSINET Cédex

Pour la Belgique, il est possible de régler l'abonnement (1100 FB) au Groupe Liègeois pour l'économie distributive (GLED), c/o Lucien Gosset, rue Hansez, 21, B 4630 Micheroux. Compte postal 000-0660548-75.

La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE
VERS LA DÉMOCRATIE EN ÉCONOMIE

•

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN
Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN
Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.
Graphisme : LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER
Impression : ARTIS Diffusion : NMPP
Commission paritaire N° 57434 ISSN : 0398-2076

•

Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex
Téléphone *seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures*, : 01 30 71 58 04
Fax : 01 30 71 93 89
Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr
Site internet : http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/